

Distribution limitée

WHC-02/CONF.202/19
Paris, 19 juin 2002
Original : Anglais/français

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA
SCIENCE ET LA CULTURE

CONVENTION POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE
CULTUREL ET NATUREL MONDIAL

COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL

Vingt-sixième session

Budapest, Hongrie
24 - 29 Juin 2002

Point 22 de l'ordre du jour provisoire : Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan.

RÉSUMÉ

Depuis 2001, l'Assemblée générale des Etats Parties, le Comité du patrimoine mondial et son Bureau demandent à l'UNESCO, au Centre du patrimoine mondial et aux organismes conseils de s'efforcer de réactiver la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan, en coopération avec les autorités concernées. Ce document présente un rapport à jour sur les progrès accomplis dans cette voie depuis la 25^{ème} session du Comité (décembre 2001). En particulier, ce document contient des rapports de synthèse sur :

(A) Les constatations et recommandations de la *Mission conjointe UNESCO Centre du patrimoine mondial - ICOMOS (28 avril au 11 mai 2002)*;

(B) Les conclusions et recommandations du *Séminaire International pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan (27-29 mai 2002, Kaboul)*;

(C) Les progrès accomplis par l'UNESCO pour aider le Gouvernement de l'Afghanistan à conserver le patrimoine culturel et naturel de l'Afghanistan.

Action demandée :

Il est demandé au Comité :

- (i) d'examiner le contenu de ce rapport;
- (ii) de considérer l'adoption du projet des recommandations présenté dans ce document.

<p>PARTIE (A): Constatations et Recommandations de la <i>Mission conjointe UNESCO Centre du patrimoine mondial - ICOMOS (28 avril au 11 mai 2002)</i></p>
--

I. MANDAT, COMPOSITION ET DATES DE LA MISSION

I.1. Au cours de sa 25^{ème} session (décembre 2001), le Comité du patrimoine mondial a examiné la chronologie des événements liés à la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan et la candidature pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial, de biens appartenant au patrimoine de l’Afghanistan. Cette discussion suivait une requête présentée au Comité par l’Assemblée générale des Etats Parties à la Convention du patrimoine mondial au cours de sa 13^{ème} session (Novembre 2001). Après avoir étudié la question en détail, le Comité a adopté plusieurs décisions afin de réactiver la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan, décisions devant être planifiées et exécutées dans le cadre général du programme Inter-agences des Nations Unies pour la réhabilitation et la reconstruction de l’Afghanistan, en cours d’élaboration.

I.2. Afin d’aider les autorités de l’Administration provisoire afghane à réactiver la Convention du patrimoine mondial, le Comité a demandé au Centre du patrimoine mondial d’organiser une mission technique de consultation et de recherche de faits en Afghanistan, dès que possible et aussitôt que les conditions de sécurité le permettront,

- (i) pour aider les autorités afghanes à élaborer un plan d’action national pour la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial ;
- (ii) pour aider les autorités afghanes à recueillir une documentation scientifique en vue d’établir un inventaire national des biens du patrimoine naturel et culturel de l’Afghanistan, en étroite coopération avec les organes consultatifs compétents ;
- (iii) pour évaluer l’état de conservation du patrimoine naturel et culturel de l’Afghanistan;
- (iv) pour encourager les autorités, soutenues par le Centre du patrimoine mondial, à réactiver le processus de candidature lancé par les précédentes autorités afghanes en 1981;
- (v) pour fournir aux autorités l’assistance nécessaire afin de reformuler et/ou compléter les dossiers de candidature des biens reportés en 1983 par le Comité du patrimoine mondial, malgré la reconnaissance de l’importance universelle de ces biens.

I.3. Le Centre du patrimoine mondial a tout d’abord organisé la mission de manière qu’elle comprenne des représentants de l’ICOMOS, de l’UICN, le Directeur du Centre du patrimoine mondial et le spécialiste du programme responsable de la Région Asie au Centre du Patrimoine mondial. Toutefois, une semaine avant la date de départ de tous les participants, le Centre s’est vu demander de réduire le nombre des membres de la mission en raison de contraintes logistiques et de sécurité en Afghanistan. La mission a donc été composée du Directeur du Centre du patrimoine mondial, M. Francesco Bandarin, et du représentant de l’ICOMOS, M. Akbar Haji-Ebrahim-Zargar (Iran). La mission du représentant de l’UICN, M. Kishore Rao (Inde), a été remise à une date à déterminer.

I.4. La mission a visité Kaboul du 30 avril au 5 mai 2002, et Harât (via Islamabad) du 7 au 8 mai 2002.

II. CONSTATATIONS DE LA MISSION

II.a. Situation de l'Afghanistan

II.a.1. Après plus de 20 ans de guerre et de troubles internes, l'Afghanistan est dans un état de privation total. Pour le moment, l'Etat et la population subsistent grâce à une assistance internationale à grande échelle, mobilisée et/ou fournie par les agences des Nations Unies, de nombreuses NGO, divers gouvernements et les autorités afghanes, tandis que la force internationale d'assistance militaire (ISAF) aide l'Administration provisoire afghane à maintenir la paix et l'ordre dans le pays. Beaucoup d'incertitudes subsistent quant à la possibilité d'une réhabilitation et d'une reconstruction future et durable de ce pays, car la paix, l'ordre et de développement de l'Afghanistan dépendent largement du succès de l'établissement des structures gouvernementales ainsi que de la coopération et de la volonté des divers leaders ethniques ou régionaux du pays. Une Loya Jirga se réunira en juin 2002 pour créer un gouvernement, destiné à durer 18 mois afin de préparer une nouvelle constitution. Cette constitution devra ensuite être approuvée par une autre Loya Jirga.

II.a.2. L'Administration provisoire de l'Afghanistan dirigée par le Président Hamid Karzai a réussi à créer une atmosphère très positive. M. Karzai a déjà lancé avec succès plusieurs programmes de développement dans des domaines prioritaires tels que la production alimentaire et l'éducation. Il faut souligner ici que les questions de développement culturel et de conservation du patrimoine sont restées prioritaires sur l'agenda politique de l'Administration provisoire, grâce aussi au travail très efficace accompli par le Bureau de l'UNESCO à Kaboul.

II.a.3. Au moment de la mission UNESCO WHC - ICOMOS, on a constaté que l'Administration provisoire afghane dispose de ressources extrêmement limitées et restreintes. Il est probable que les autorités continueront longtemps à dépendre de l'assistance internationale pour leurs programmes opérationnels. Cependant, il importe de noter que les autorités ont réussi à rétablir la structure administrative des ministères et des agences et à définir les tâches prioritaires de ces différents départements. On prévoit que la reconstruction et le développement de l'Afghanistan exigeront des efforts vastes et persistants de la part de la communauté internationale, et prendront sans doute un temps très long.

II.b. Perspectives pour la conservation du patrimoine culturel et naturel de l'Afghanistan

II.b.1. La responsabilité de la conservation du patrimoine culturel et naturel afghan au niveau national se trouve entre les mains de deux ministères : le ministère de l'Information et de la Culture et le ministère de l'Agriculture. D'autres organismes scientifiques tels que l'Académie des Sciences et le Musée de Kaboul, ainsi que des départements du gouvernement local, sont également responsables de la conservation du patrimoine au niveau national ou régional, selon les biens en cause.

II.b.2. Après deux décennies de guerre civile, les deux ministères et les agences spécialisées se trouvent actuellement dans un premier stade d'organisation et de reconstruction. Tous souffrent d'un **manque** grave d'outils de base et de ressources humaines et financières pour accomplir efficacement leur oeuvre. La **documentation** est extrêmement rare et dispersée. La **législation** est encore en discussion, elle devrait être élaborée et adoptée par les futures sessions de la Loya Jirga. Le **renforcement de capacité** est donc une priorité pour la réalisation de toutes les activités portant sur la conservation du patrimoine.

II.b.3. Le ministère de l'Information et de la Culture a effectué une première enquête pour identifier les besoins prioritaires de la conservation du patrimoine culturel en Afghanistan. Une liste préliminaire de plus de 30 sites exigeant des travaux de conservation urgents pour un montant total estimé à US\$ 1.2 millions était en cours d'achèvement au moment de la mission UNESCO WHC - ICOMOS. Simultanément, le ministère cherche un soutien international pour former son personnel, développer les capacités locales en restauration et entretien de monuments historiques, et protéger le patrimoine culturel mobile.

II.b.4. Parmi les actions déjà lancées par l'Administration provisoire afghane ou par d'autres administrations régionales, citons :

- la restauration des **Jardins de Babour** et du **Mausolée de Timour Shah** à Kaboul, avec l'aide de la Fondation Agha Khan ;
- la restauration partielle de la **Mosquée du Vendredi à Harât**, dont la promotion est assurée par le gouverneur d'Harât et la réalisation par des ingénieurs locaux ;
- la prévention de la pénétration de l'eau de deux rivières, la Hari et la Jam, dans la base du **Minaret de Jam**, entreprise essentiellement à l'initiative de la SPACH (Society for the Protection of Afghan Cultural Heritage), ONG créée en 1994 ;
- la réhabilitation du **Musée de Kaboul**, comprenant la protection et l'inventaire des collections restantes du Musée, avec l'assistance d'institutions étrangères (Gouvernement grec, Musée Guimet (France), et autres).

II.b.5. Plusieurs gouvernements et organisations non-gouvernementales ainsi que des institutions spécialisées ont offert leur aide aux efforts de conservation du patrimoine afghan.

II.b.6. En janvier 2002, l'UNESCO s'est vu demander officiellement par l'Administration provisoire afghane de jouer un rôle de coordination avec les archéologues et les organisations internationales en vue de sauvegarder le patrimoine culturel afghan. A la suite de cette requête, l'UNESCO a organisé avec les autorités un " **Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan** " à Kaboul, du 27 au 29 mai 2002, avec la participation du Président du Comité du patrimoine mondial, M. Henrik Lilius (Finlande) ainsi que du représentant du Directeur du Centre du patrimoine mondial. Lors de ce séminaire, les autorités Afghanes, les experts nationaux et internationaux et les donateurs discuteront de l'état actuel de conservation du patrimoine culturel afghan et identifieront les besoins prioritaires. La partie B et l'Annexe I de ce document faites état des résultats de ce séminaire.

II.b.7. le ministère de l'Agriculture n'a pas encore commencé son enquête sur l'état de conservation des biens du patrimoine naturel. La cause en est principalement la difficulté persistante à atteindre les différentes zones du territoire afghan et le manque d'outils adéquats (transports, communications, etc.). Les autorités ont identifié la reforestation, la gestion de la faune sauvage, la surveillance de certaines zones comme actions prioritaires. Les autorités n'ont cependant pas été en mesure de quantifier les dommages dus à 20 ans de troubles civils, et n'ont pas encore retrouvé la capacité de répondre efficacement au défi que représente la conservation du patrimoine naturel. L'absence totale d'outils fondamentaux d'information et de surveillance, des cartes aux photos aériennes et satellite, ainsi que la destruction de l'infrastructure locale de gestion des zones protégées, imposent des limitations très graves à l'effort de conservation du patrimoine naturel. Le ministère recherche activement un soutien international. Malheureusement, aucun cadre général d'action n'était encore établi au moment de la mission UNESCO WHC-ICOMOS. L'UNEP prévoyait une mission à court terme pour identifier les actions prioritaires, cependant que le WWF a

déjà entamé certaines actions sur le terrain, par exemple un comptage de la faune sauvage. A la demande du Comité du patrimoine mondial et du Centre du patrimoine mondial, l'UICN va préparer un inventaire à jour des biens du patrimoine naturel afghan afin de permettre d'élaborer un plan d'action.

II.c. Etat de conservation de biens spécifiques du patrimoine culturel de Kaboul et Herat

II.c.1. La mission a visité quelques-uns des monuments historiques les plus remarquables des deux régions de **Kaboul** et **Herat**. Les conditions actuelles de sécurité en Afghanistan ne permettent pas d'accéder facilement à toutes les zones qui nécessitent une étude approfondie de l'état de conservation du patrimoine culturel et naturel afghan. Aussi ce rapport est-il limité.

KABOUL

II.c.2. **Mosquée Eid-Gah** : Située à l'est de Kaboul sur la rive sud de la rivière de Kaboul, la mosquée Eid-Gah a une forme singulière, composée d'un *Ivan* central et d'un long *Shabestan*. Construite en 1898, elle mesure 146 mètres de long sur 44 mètres de large, avec 76 petits dômes et un dôme central de 12 mètres de haut qui surmonte une salle de 10 mètres carrés. Des sculptures en gypse recouvrent le fronton du dôme central. La cour extérieure aujourd'hui délimité par des barrières métalliques s'étend sur plus de 134 000 mètres carrés recouverts d'asphalte. L'édifice semble intact et stable et ne présente aucune marque d'érosion ni de fissures importantes. L'examen rapproché du bâtiment a permis de constater qu'une nouvelle couche de peinture avait été passée sur toute la surface, y compris sur les parties en brique, ce qui dévalorise la surface originale de la mosquée. Il faudrait éviter de telles interventions à l'avenir. Des dommages minimes ont été constatés dans les finitions ornementales de la façade principale. Le caractère et l'usage public du bâtiment en garantissent l'entretien régulier. Aucune mesure de conservation urgente n'a semblé s'imposer lors de la Mission commune.

II.c.3. **Tapa Maranjan et le Dôme bleu** : Le site archéologique de Tapa Maranjan situé à l'extérieur de Kaboul date de la période Kouchano-Sassanide (III^e – IV^e siècle après J.-C.). Ce site n'a pas été entièrement mis au jour ni étudié. Aujourd'hui, le sommet du Tapa qui est plat, offre au public une vue panoramique de Kaboul. On y voit les vestiges de l'ancien Dôme bleu et le mausolée du roi Nadir Shah, père du roi Zahir Shah. Cet édifice du XX^e siècle a été détruit au cours des deux dernières décennies. Les autorités afghanes doivent décider s'il convient ou non de réhabiliter le Dôme bleu. Il leur est cependant recommandé d'interdire toute intervention ou dérangement sur le site archéologique de Tapa Maranjan où de futures excavations et analyses révéleront sans doute d'importants témoignages historiques.

II.c.4. **Mosquée Pul-Khishti** : Cette mosquée construite par Shah Zaman (1793-1800) se trouve dans le centre très peuplé du vieux Kaboul. Reconnaisable à son dôme imposant, la mosquée a subi plusieurs réparations et interventions et a toujours été en service. La Mission commune a noté que la population locale l'utilise pour des besoins humains élémentaires, comme l'alimentation en eau. La structure semble saine, malgré l'absence d'ouverture et d'aération qui a été constatée au niveau du dôme d'une hauteur impressionnante, ce qui cause apparemment des dégâts sur la décoration intérieure maculée de déjections d'oiseaux et autres matières organiques.

II.c.5. **Jardin Bâbur** : Très peu de jardins historiques ont survécu à l'épreuve du temps et le jardin Bâbur à Kaboul est l'un de ces paysages culturels exceptionnels ayant conservé sa forme originale du temps de l'empereur Moghol Bâbur qui l'a créé au milieu du XVI^e siècle. Les terrasses du jardin Bâbur accrochées au versant d'une montagne comportent un pavillon d'été construit par Amir Ab Dur Rahman (1880-1901), dont les murs de soutènement sont en ciment et les colonnes en bois, une mosquée en marbre construite par Shah Jahan en 1646, le tombeau de Bâbur qui mourut à

Agra en 1530, entouré de quelques tombes plus modestes de la même époque, dont certaines sont ornées de calligraphie. Le tombeau de Bâbur n'avait pas de toiture à l'origine, mais durant le règne de Nadir Shah, un petit pavillon en marbre et en pierre y a été ajouté. Quand la Mission commune a visité le site, des jardiniers étaient au travail et s'occupaient surtout des nouvelles plantations. De toute évidence le pavillon d'été a été sérieusement endommagé et en partie restauré, en particulier la toiture de la véranda. Manifestement, le jardin s'est beaucoup détérioré au fil des années. Le mur d'enceinte en brique crue a été abîmé par l'humidité qui remonte à la surface, ce qui nécessite des mesures de conservation immédiates. Dans le jardin, les plantations sont presque entièrement détruites. A l'exception d'un arbre Chenar mort près du pavillon, les plantes du jardin sont récentes. Une étude circonspecte s'impose pour retrouver les types de végétation d'origine de ce remarquable jardin du début de la période Moghol. Les canaux d'irrigation en pierre sont détruits et ne fonctionnent pas. Il n'a pas été possible d'établir clairement si la source d'eau principale qui existait à l'origine est toujours là. Au centre de l'axe longitudinal du jardin, il y a les vestiges de quelques bassins en pierre, dont certains ont été réparés dans le passé avec de nouveaux matériaux. Entre 1964 et 1966, la mosquée en marbre a été réparée par un groupe d'archéologues et de conservateurs italiens. La mosquée et la tombe semblent stables, bien que l'ornementation calligraphique des tombes en pierre ait été dégradée par la rudesse du climat. Il est recommandé qu'un conservateur spécialiste de la pierre puisse examiner ces sépultures et que des mesures de conservation soient prises. Des dommages importants ont été notés sur le bâtiment principal en brique au nord et sur les hauteurs du jardin qui ont probablement été ajoutées il y a cent ou deux cents ans. Cet édifice comprend une cour centrale et son entrée principale, surmontée d'un dôme, est dotée de très larges portes en bois. Les arches et la charpente en bois sont visibles, ainsi que les plaques de zinc qui recouvrent la toiture et qui, de toute évidence, ont été endommagées par la guerre. L'entrée principale du jardin qui mène au pavillon laisse apparaître les vestiges d'une porte d'accès qui n'existe plus. Une étude archéologique s'impose pour cette partie de l'édifice. Une grande piscine récemment construite en ciment gâche en grande partie la vue de ce jardin historique. Sa démolition doit figurer parmi les premières mesures à prendre. La réhabilitation du réseau d'irrigation et des canaux est également essentielle pour les nouvelles plantations.

II.c.6. Mausolée de Timour Shah : Le mausolée octogonal en brique de Timour Shah construit en 1816-17 et surmonté d'un immense dôme se trouve près de la rivière de Kaboul, dans un quartier très peuplé. Le dôme est recouvert d'un toit de zinc et l'intérieur du mausolée est dépourvu de toute décoration. La Mission commune n'a constaté aucune faiblesse structurelle malgré la présence de végétation sur le dôme en brique qu'il faut enlever de toute urgence. La principale menace qui pèse sur cet édifice et sa cour d'enceinte est l'empiètement urbain en train d'envahir le site.

II.c.7. La Citadelle de Bala Hissar et les Fortifications de Kaboul : Bala Hissar (terme qui signifie « ouvrage fortifié sur une hauteur ») est le site d'une ancienne citadelle surplombant la route de Shoha-I-Salehin à 130 mètres au-dessus de la vallée de Kaboul. Du V^e au XVIII^e siècle, cette citadelle fut utilisée par les gouverneurs successifs et édiflée progressivement. La Mission commune n'a pas pu visiter le site, car sa position stratégique a encore une utilité pour l'armée, même à l'heure actuelle.

II.c.8. Sanctuaire de Shohada-I-Salehin : Un vaste cimetière avec des milliers de tombes s'étend au pied de la montagne au sud de Kaboul. En haut se dressent quatre sanctuaires autour desquels s'est développé le cimetière que visitent encore aujourd'hui des centaines de pèlerins. Les principaux sanctuaires sont dédiés à Shohada-I-Salehin (les pieux martyrs), selon la légende, l'un exécuté en 644 par les chefs hindous Shahi et deux missionnaires musulmans ayant introduit l'islam dans la région. Les sanctuaires sont bien entretenus par la population locale et semblent bien plus récents que l'origine du lieu.

II.c.9. Mausolée d'Amir Abdul Rahman : A l'angle du Parc Zarnegar, situé au centre de Kaboul, se dresse un édifice qui fut à l'origine le palais privé d'Amir Abdul Rahman (1880-1901). Son fils, Amir Habibullah (1901-1919), a ajouté une coupole et un minaret après avoir enterré son père à cet endroit. Une petite mosquée a aussi été ajoutée à la même époque près du bâtiment principal. Le palais abrite désormais les bureaux du Département de conservation de Kaboul. A un autre angle, un bâtiment pittoresque et très décoré qui était la demeure d'Amir Abdul Rahman, la plus jeune reine, est en cours de restauration. Le palais principal, la mosquée et la maison de la reine ont paru en bon état de conservation sans gros dégâts.

II.c.10. Musée de Kaboul : Le bâtiment de deux étages qui abrite le Musée de Kaboul a été très endommagé au cours des vingt dernières années. La toiture d'origine en bois a complètement disparu, laissant l'étage supérieur en proie aux éléments naturels. Le rez-de-chaussée est en un peu meilleur état et dans quelques salles, des fragments d'objets abîmés sont conservés dans des cartons. La reconstruction et le transfert du musée étaient en cours de discussion lors de la Mission commune.

II.c.11. Mosquée et Mausolée Shahi-Du-Shamshir : Une mosquée de deux étages et un mausolée se trouvent sur un site qui aurait abrité à l'origine un temple hindou. C'est la raison pour laquelle la communauté hindoue de Kaboul manifeste encore des marques de respect à l'égard de ce site. Les deux structures existantes ont paru en bon état.

II.c.12. Mausolée de Jamalodin Afghani : Dans les jardins du principal campus de l'Université de Kaboul se dresse une tour récemment construite en béton recouvert de dalles de pierre. Ce mausolée est très endommagé. Bien que son architecture n'ait aucune valeur historique, Jamalodin, qui y repose est une figure politique de l'islam très respectée et honorée en Iran et en Afghanistan. L'instabilité structurelle de l'édifice laisse à penser qu'il faut le reconstruire.

HERAT

II.c.13. La Mission commune a visité une sélection de biens à Herat et dans sa banlieue. La vieille ville de Herat a conservé bon nombre de ses bâtiments historiques, car la guerre n'a pas autant endommagé cette ville unique que d'autres villes comme Kaboul.

II.c.14. Mosquée Jame : La mosquée Jame est le monument le plus remarquable de Herat. L'édifice actuel a été construit en 1200 à l'emplacement d'une mosquée datant de la dynastie Ghoride (X^e siècle). Tous les murs extérieurs de la mosquée sont ornés de carreaux de faïence. Les carreaux de la période Timouride ont été retirés ces dernières années pour faire apparaître quelques-unes des décorations et des calligraphies originales sculptées dans la brique sous le règne des Ghurides. Au cours des cent dernières années, des travaux de rénovation, d'agrandissement et d'aménagement ont été effectués pour répondre aux besoins des communautés musulmanes qui utilisent la mosquée. On a constaté que d'importants travaux de pose de carrelage sur les façades exposées se poursuivent depuis 1946 jusqu'à nos jours. Un atelier de fabrication traditionnelle de carrelage a été installé dans un coin de la mosquée. Il fabrique des carreaux de faïence non seulement pour la restauration de la mosquée, mais aussi pour d'autres bâtiments de Herat et d'autres villes. Un chantier de restauration était en cours dans le *shabestan* méridional et en dessous de la porte principale (*ivan*) durant la Mission commune. Il a été noté que les briques traditionnelles qui recouvraient le sol de la mosquée ont été enlevées, déposées et remplacées par du ciment. La justification de cette intervention était de supprimer les aspérités du sol pour la prière. Dans la même intention, de nouvelles portes et structures en bois ont été ajoutées aux *shabestans* et le plâtre du principal *ivan* a été retiré et remplacé par un mortier composé de sable et de gypse. Cette pratique qui fait fi de toutes les normes internationales en matière de conservation, a été relevée à plusieurs reprises à Herat sur la tombe de Jami, est en train de causer la perte du caractère

authentique des bâtiments historiques de Herat. La Mission commune a recommandé que les autorités nationales et locales soient informées des normes internationales de conservation par des experts internationaux afin de limiter la perte encore plus grande du tissu historique du patrimoine de Herat.

II.c.15. La Citadelle : Une vieille citadelle érigée en haut d'une colline au centre de Herat, est composée de plusieurs tours et de fortifications en brique crue. Il y a encore des zones, telles les parties supérieures de la citadelle, qui nécessitent des excavations et des études archéologiques plus poussées. D'autres parties, comme le Hammam, doivent immédiatement être protégées de la pluie. Des dégâts ont été constatés dans certaines parties du mur d'enceinte et des tours. Le contrôle de l'eau de pluie s'est avéré urgent pour empêcher des dégâts plus importants sur le site. Les structures actuelles ont été construites en 1305 par Kart Malik Fakhruddin, mais la citadelle a continué de jouer un rôle politique et militaire important dans l'histoire de Herat. Pendant plus de cent ans, elle fut le siège de l'empire Timouride entre le XV^e et le XVI^e siècle, et plus récemment, elle a servi de caserne aux troupes armées durant les dernières décennies. La citadelle a aussi servi d'attraction touristique au XX^e siècle avec deux petits musées. Aujourd'hui, elle est gardée par l'armée à qui il faut demander un permis de visite, bien qu'en principe, le Département de Conservation de la Ville de Herat soit officiellement chargé de protéger et d'administrer le site. La Mission commune a noté que les vestiges des musées pouvaient être réhabilités ultérieurement pour retrouver leurs anciennes fonctions. Elle a recommandé que la citadelle ne remplisse aucune fonction militaire mais que le complexe soit uniquement consacré à des activités culturelles.

II.c.16. Mosquée Kherga Mubark : Une petite mosquée dotée d'un *shabestan* se trouve près de la Citadelle de Herat. Elle abrite un petit sanctuaire qui, d'après la croyance, abrite un morceau de la cape du prophète Mahomet. Tel qu'il se présente actuellement, le sanctuaire achevé en 1971 est décoré dans le style timouride. La Mission commune a obtenu l'autorisation exceptionnelle de pénétrer dans ce lieu saint généralement fermé aux fidèles qui prient dans la mosquée. Les structures ont paru en bon état, bien que du point de vue architectural, elles aient une valeur historique ou artistique.

II.c.17. Mausolée Gawhar Shad : Le Mausolée Gawhar Shad (reine de Shahrokh Timuri) qui est dans le complexe de Musallah, a été construit en 1417 comme un lieu de prière. Le complexe est à l'extérieur de Herat. A l'origine, il était composé d'un jardin flanqué de quatre minarets à chaque angle. Aujourd'hui, il n'en reste plus qu'un sur quatre et il est en mauvais état. Ce minaret est orné de briques sculptées et de faïences bleues vernissées. Un vent poussiéreux le détériore sérieusement. La stabilité de l'édifice est menacée par les projets d'irrigation agricole et de jardinage prévus dans la cour, qui vont saper les fondations du minaret qui penche. S'il s'effondre, cela fera des dégâts et des pertes humaines parmi les passants et les occupants des maisons et des boutiques à proximité.

II.c.18. Mausolée de Mir Ali- Shir- Nawai : Un modeste mausolée dépourvu d'ornements se dresse près du Gawhar Shad dans le complexe de Musallah. Il est dédié à Mir Ali-Shir-Nawai, Premier Ministre du sultan Hossein Baighara qui mourut en 1501. L'édifice semble être intact et sans aucun problème apparent de conservation.

II.c.19. Ecole du sultan Hussein : Les vestiges d'une ancienne *Madrassa* construite par le dernier des sultans Timourides de Herat, le sultan Hossein Baighra, se trouvent près du complexe de Musallah. Aujourd'hui, il ne reste plus que quatre minarets d'origine qui sont dans un état précaire et risquent d'être détruits par un tremblement de terre. Les parties extérieures des minarets sont très endommagées et les décors en brique et en céramique ont presque disparu. Une rue traverse les vestiges de la *Madrassa* au milieu des quatre minarets, ce qui constitue une menace supplémentaire pour ces vestiges. La Mission commune a recommandé de détourner la route.

II.c.20. La Tombe du poète Jami : La tombe de Jami, l'un des plus grands poètes du XV^e siècle, se trouve à l'extérieur de Herat. Elle comporte un *mastaba*, une sépulture qui est très abîmée et une pierre tombale fracturée. Un arbre pousse au milieu de la tombe. La pierre tombale et le *mastaba* nécessitent d'urgence une intervention de conservation. Une nouvelle mosquée a été construite près du *mastaba* pour accueillir les fidèles durant la prière. Lors du passage de la Mission commune, deux larges fondations sur lesquelles doit reposer un bâtiment ajouté au *mastaba* étaient en train d'être creusés. Rien ne semble justifier cette intervention qui a un impact négatif sur le site historique. La Mission commune a recommandé d'arrêter immédiatement ces travaux.

II.c.21. Réservoir à eau (Ab-Anbar) : Dans le bazar de la vieille ville, il y a un immense réservoir à eau rectangulaire (probablement de la période Safavide) coiffé d'un dôme imposant avec deux escaliers accessibles par deux rues. Actuellement, le réservoir est vide. La Mission commune a jugé important d'envisager de nouvelles fonctions pour ce réservoir.

II.d. Renforcement des capacités de conservation des biens du patrimoine afghan

II.d.1. Les instances nationales chargées de mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial sont :

- pour le patrimoine culturel : le ministère de l'Information et de la Culture et l'Institut d'Archéologie de l'Académie des Sciences
- pour le patrimoine naturel : le ministère de l'Agriculture et l'Académie des Sciences.

II.d.2. En principe, ces instances sont responsables de la coordination de tous les travaux associés aux activités du patrimoine culturel et naturel à l'échelon national. Chaque gouvernement provincial semble aussi posséder ses propres départements d'archéologie, de la culture ou de l'agriculture. C'est ainsi qu'à Herat, la Mission commune a tenu des réunions avec le Département provincial chargé de la conservation des bâtiments historiques.

II.d.3. Les spécialistes qualifiés dans tous les domaines de la conservation sont rares. Les membres de la Mission commune ont constaté que de jeunes ingénieurs ayant peu ou pas d'expérience en matière de conservation intervenaient sur d'importantes structures historiques. Durant la mission, il est apparu qu'il n'y avait pas de département ni d'école de conservation en Afghanistan. Quand la Mission commune a visité la Faculté d'ingénierie de l'Université de Kaboul où l'on enseigne l'architecture, elle a appris que les cours de conservation ne figuraient pas au programme.

II.d.4. Le rétablissement d'un système efficace de documentation et de conservation du patrimoine nécessitera les efforts soutenus des organisations gouvernementales et non gouvernementales concernées, de même que l'appui des agences de donateurs internationales, des gouvernements et des institutions spécialisés. Durant la mission commune, toute la documentation sur le patrimoine naturel compilée par l'UICN a été transmise au ministère de l'Agriculture. Comme l'ICCROM et l'ICOMOS poursuivaient la compilation de la documentation sur le patrimoine culturel lors du passage de la mission commune, toutes les données existantes sur le patrimoine culturel compilées par le Centre du patrimoine mondial ont été transmises au Ministère de l'Information et de la Culture.

II.d.5. Pour le patrimoine naturel, l'UNESCO pourrait relancer ses programmes spécifiques, comme le MAB (Programme sur l'Homme et la biosphère), tandis que le Centre du patrimoine mondial et l'UICN pourraient aider les autorités afghanes à recenser les biens potentiels du

patrimoine naturel mondial et les aider par ailleurs à mobiliser les contributions des bailleurs de fonds pour développer les capacités nationales concernant la gestion des sites.

II.d.6. La situation de l'Afghanistan et les incertitudes relatives à la future organisation du Gouvernement ne permettent pas pour l'instant de dresser de plans d'action à moyen ou à long terme. Cela sera possible lorsque la conjoncture aura atteint un degré supérieur de normalité et qu'une image plus précise du rôle des acteurs et des moyens disponibles aura été définie.

III. REMARQUES DE CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS DE LA MISSION COMMUNE

III.1. Les monuments et les sites historiques afghans ont été sérieusement endommagés au cours des dernières décennies. Pour sauvegarder ceux qui subsistent encore, des mesures doivent être envisagées et mises en œuvre sans tarder par les autorités nationales avec l'assistance internationale.

III.2. A ce jour et en dépit de la richesse du patrimoine culturel et naturel de l'Afghanistan, aucun bien de ce pays ne figure sur la Liste du patrimoine mondial. Le Comité du patrimoine mondial et l'UNESCO devraient mobiliser un soutien maximum pour aider les autorités afghanes à rétablir leur capacité nationale en matière de conservation, gestion, présentation et développement de biens uniques ayant une valeur de patrimoine mondial.

III.3. Durant la Mission commune, le Ministre de la Culture a officiellement présenté un dossier d'inscription reformulé du Minaret et des Vestiges archéologiques de Jam sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril. Il est recommandé que le Comité du patrimoine mondial étudie ce dossier à sa 26^e session (Budapest, Hongrie, 24-29 juin 2002) et aide les autorités à protéger et à gérer ce site dans les années à venir.

III.4. Afin de relancer la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan, le Centre du patrimoine mondial, les membres de la Mission commune et les autorités afghanes ont élaboré une demande d'aide à la formation durant la Mission commune. Les objectifs de l'activité proposée, qui prévoient un séminaire de formation, visent à augmenter les capacités de la fonction publique, des responsables politiques et des futurs gestionnaires de sites du patrimoine mondial, en particulier des techniciens de la conservation, à mettre en œuvre la Convention du patrimoine mondial : (a) par une meilleure compréhension de la Convention et de ses travaux ; (b) grâce à l'exercice qui consiste à dresser une liste indicative de biens potentiels du patrimoine mondial situés en Afghanistan ; (c) grâce à l'exercice qui consiste à élaborer des projets d'inscription de biens potentiels du patrimoine mondial situés en Afghanistan, en particulier ceux que les autorités afghanes ont proposé d'inscrire en 1982, mais dont le dossier de candidature a été différé par le Comité du patrimoine mondial en 1983. La demande figure dans le document WHC-02/CONF.202/22 et il est recommandé que le Comité alloue des fonds pour permettre la mise en œuvre de cette activité.

III.5. L'activité mentionnée au paragraphe III.4. devra être mise en œuvre parallèlement aux actions suivantes recommandées qui renforceront la capacité nationale de protection du patrimoine culturel et naturel de l'Afghanistan :

a) Remise en état de la documentation du patrimoine afghan

- Reconstruction des bases de données préexistantes.
- Nouvelle activité de documentation sur l'état de conservation des sites.

- b) **Développement des capacités des autorités nationales par le biais de la formation**
- Formation permanente de personnel technique concernant la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial, la préparation des listes indicatives et des dossiers de proposition d'inscription de biens du patrimoine naturel et culturel.
 - Mobilisation de crédits pour financer la formation professionnelle à court et à long terme en matière de conservation du patrimoine culturel et naturel.
- c) **Assistance d'urgence pour les biens du patrimoine en péril**
- Interventions d'urgence pour éviter l'effondrement des structures ou la perte irréparable de valeurs du patrimoine.
 - Mise en place immédiate d'un suivi local et d'une protection des sites menacés.
- d) **Assistance technique pour la conservation et la gestion des biens du patrimoine**
- Assistance technique pour l'élaboration des projets.
 - Mise en place d'un système de suivi adéquat des sites.
 - Fourniture d'outils et d'équipement de base.

III.6. Il faut incontestablement maintenir l'élan des efforts nationaux et internationaux afin de conserver et de réhabiliter le patrimoine de l'Afghanistan. Pour ce faire, la Mission commune recommande au Comité du patrimoine mondial de faire appel à l'UNESCO, aux Gouvernements, aux ONG et aux experts pour qu'ils continuent de faire connaître au public les grands défis qui se présentent au patrimoine culturel afghan et de définir les voies et moyens de soutenir les efforts nationaux afin d'améliorer la protection et la revitalisation de ce patrimoine.

PARTIE (B) Conclusions et recommandations du *Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan (27-29 mai 2002, Kaboul)* organisé par l'UNESCO & le Ministère afghan de l'Information & de la Culture.

I. PROGRAMME, COMPOSITION, DATES ET RESULTATS DU SÉMINAIRE

I.1. A la demande du Gouvernement afghan en mars 2002, le Directeur général de l'UNESCO a accepté d'organiser avec le ministère afghan de l'Information et de la Culture, un « Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan », à Kaboul, du 27 au 29 mai 2002. Le Sous-Directeur général pour la Culture a mobilisé la Division du patrimoine culturel et le Centre du patrimoine mondial afin d'accorder toute l'aide nécessaire à l'organisation de ce Séminaire international soumis à des conditions et à des contraintes extraordinairement difficiles. 70 experts et représentants du Gouvernement afghan ont participé à cette rencontre, ainsi que 35 experts internationaux représentant l'UNESCO, les Gouvernements, les OIG, les ONG et les institutions spécialisées. Le Président du Comité du patrimoine mondial, M. Henrik Lilius (Finlande), a également participé au Séminaire dont le principal objectif a été de définir en l'état actuel les besoins prioritaires du patrimoine culturel afghan et de mobiliser l'aide internationale pour répondre à ces besoins.

I.2. Au cours du Séminaire international, des experts afghans et internationaux ont fait des exposés sur l'état de conservation des principaux biens du patrimoine culturel. Des visites ont été organisées au ministère de l'Information et de la Culture et au Musée de Kaboul pour étudier également l'état de conservation des biens meubles du patrimoine culturel. Au vu des dernières informations recueillies sur l'état du patrimoine culturel afghan, les participants au Séminaire ont défini les besoins prioritaires et les mesures urgentes de conservation à prendre.

I.3. Les Gouvernements et les ONG ont engagé quelque 7 millions de dollars EU à l'occasion du Séminaire pour répondre aux besoins urgents que nécessite actuellement le patrimoine culturel afghan. L'une des mesures prioritaires approuvée par l'ensemble des participants a été la réhabilitation du Musée de Kaboul. Le Séminaire a noté que la reconstruction des statues de la Vallée de Bamiyan n'est pas considérée pour le moment comme une priorité, compte tenu des besoins considérables que réclame l'aide humanitaire. Enfin, il a été demandé à l'UNESCO d'étudier avec les autorités afghanes, la possibilité de créer un comité international de coordination qui pourrait faire office de « centre de documentation et d'information » pour toutes les activités de conservation et de réhabilitation du patrimoine culturel afin de mobiliser l'assistance internationale en faveur des secteurs prioritaires et d'éviter la duplication des efforts.

I.4. Les Conclusions et Recommandations adoptées par les participants au Séminaire sont jointes à ce document en **Annexe I**. Le rapport final de la réunion est en cours de finalisation à l'UNESCO.

PARTIE (C)	Progrès accomplis par l'UNESCO dans l'assistance apportée au Gouvernement afghan pour la conservation du patrimoine culturel et naturel de l'Afghanistan
-------------------	---

I. HISTORIQUE :

I.1. Le Bureau du Comité du Patrimoine mondial, au cours de sa 26^{ème} session, en avril 2002, a invité le Directeur général de l'UNESCO à fournir un rapport complet sur l'ensemble des actions et initiatives entreprises par les différentes divisions des Secteurs de la Culture et de la Science ainsi que par le Centre du Patrimoine mondial pour assister les autorités dans la protection du patrimoine afghan, pour examen par le Comité lors de sa 26^{ème} session. Les informations suivantes ont été rassemblées à l'intention du Comité.

II. ACTIONS ET INITIATIVES ENTREPRISES PAR L'UNESCO POUR ASSISTER LES AUTORITES AFGHANES DANS LA PROTECTION DE LEUR PATRIMOINE :

II.1. Information générale

II.1.1. Le Conseil exécutif de l'UNESCO, lors de sa 164^{ème} session, a adopté la proposition du Directeur général d'ouvrir un bureau national en Afghanistan afin de préparer la contribution de l'UNESCO à la mise en œuvre et à la reconstruction de l'Afghanistan et de lancer des activités immédiates. Le bureau de l'UNESCO à Kaboul est pourvu d'un directeur depuis décembre 2001, renforcé depuis le 1^{er} février 2002 par un conseiller au patrimoine culturel. L'UNESCO s'étant vu demander d'agir en tant qu'agence de coordination pour les activités culturelles dans le cadre du Programme inter-agences des Nations Unies pour la réhabilitation de l'Afghanistan, le Directeur général et le Directeur général adjoint pour la Culture mobilisent les ressources humaines et financières pour renforcer le bureau de Kaboul par une personnalité compétente en matière de patrimoine culturel afin de coordonner toutes les activités pertinentes.

II.2. Patrimoine naturel

II.2.1. Actuellement, le secteur des Sciences s'attache principalement à la construction d'une capacité nationale pour l'éducation auxiliaire et les problèmes hydrologiques en Afghanistan.

II.2.2. Le Centre du patrimoine mondial s'efforce d'inciter ses partenaires, à l'intérieur comme à l'extérieur du système des Nations Unies, à promouvoir la construction d'une capacité en vue de l'identification potentielle des biens appartenant au patrimoine naturel, de leur conservation, de leur restauration et de leur présentation. Au cours de la mission effectuée à Kaboul pour co-organiser le "Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan" en mai 2002, un membre du Centre du Patrimoine mondial et le responsable du Programme UNEP pour l'Afghanistan ont discuté des possibilités de coopération en vue d'évaluer l'état de conservation des zones potentielles de patrimoine naturel. Le 5 juin 2002, l'UNESCO a bénéficié, lors d'une "Journée mondiale de l'environnement" organisée par l'UNEP, d'un espace d'exposition spécial où étaient exposées une documentation sur la Convention du Patrimoine mondial et les activités du Comité et du Centre du Patrimoine mondial, ainsi qu'une information rassemblée par l'UICN sur le patrimoine naturel afghan.

II.3. **Patrimoine culturel**

II.3.1. Le Centre du patrimoine mondial et la Division du patrimoine culturel du Secteur de la culture ont lancé ou organisé la mise en œuvre de nombreuses activités pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan. Le tableau ci-dessous établit une synthèse des principales actions entreprises jusqu'ici ainsi que de celles qui sont prévues pour les mois à venir.

N°.	Action	Résultats	Date	Remarques
1	Soutien à une mission d'expert international pour vérifier l'état de conservation des monuments et sites de Bamiyan .	Dispositions urgentes pour couvrir les restes des statues détruites. Evaluation rapide de l'état de conservation des restes des statues.	décembre 2001	Organisée par la Division du patrimoine culturel et le bureau de l'UNESCO à Kaboul
2	Signature d'un protocole d'accord entre l'UNESCO et l'Afghanistan	L'UNESCO joue le rôle d'agence de coordination des efforts internationaux pour la réhabilitation du Musée de Kaboul .	1er mars 2002	
3	Missions d'experts internationaux pour vérifier l'état de conservation des monuments historiques d' Herat et Jam .	Evaluation de l'état de conservation des monuments d' Herat ainsi que du minaret et des vestiges archéologiques de Jam . Propositions de projets pour les travaux de conservation à entreprendre sur ces deux sites.	mars 2002	Organisées par la Division du patrimoine culturel et le bureau de l'UNESCO à Kaboul
4	Assistance pour reformuler le dossier de proposition d'inscription du minaret de Jam dont l'examen avait été reporté	Reformulation du projet de dossier de proposition d'inscription du minaret et des vestiges archéologiques de Jam	janvier - avril 2002	Effectuée par le Centre du patrimoine mondial, le bureau de l'UNESCO à Kaboul et des experts internationaux
5	Soumission de propositions des projets (pour un total de US\$ 10 millions) à l'Appel consolidé des Nations Unies pour l'Afghanistan	Deux propositions de projets pour un montant de US\$ 5 millions pour le "Renforcement des capacités pour le Ministère d'Information et de la Culture" et la "Réhabilitation du Musée de Kaboul" sont placés par le Gouvernement Afghan au Catégorie I pour financement immédiat.	mars 2002	Organisé par le bureau de l'UNESCO à Kaboul et la Division du patrimoine culturel
6	Mission conjointe du Centre du patrimoine mondial et de l'ICOMOS à Kaboul et Herat pour relancer la Convention du patrimoine mondial en Afghanistan.	Soumission officielle du dossier reformulé de proposition d'inscription du minaret et des vestiges archéologiques de Jam et d'une demande d'assistance internationale au titre de la formation pour renforcer les capacités nationales dans le domaine du patrimoine naturel et culturel.	avril - mai 2002	Organisée par le Centre du patrimoine mondial et le bureau de l'UNESCO à Kaboul

N°.	Action	Résultats	Date	Remarques
7	« Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan » (Kaboul, Afghanistan)	<p>1. Il a été demandé à l'UNESCO d'effectuer une étude en coopération avec les autorités afghanes pour créer un Comité international de coordination des activités en faveur du patrimoine culturel.</p> <p>2. Promesses de donateurs pour la poursuite des activités en cours ou l'organisation de nouvelles activités :</p> <p><i>Aga Khan Trust for Culture</i> - Réhabilitation des Jardins de Babur & de leurs bâtiments historiques, réhabilitation du mausolée de Timur Shah, revalorisation des habitats traditionnels aux environs du mausolée de Timur Shah, des Jardins de Babur et d'Herat environ US\$ 5 millions</p> <p><i>Fondation Bibliotheca Afghonica</i> – Sauvegarde du patrimoine culturel afghan en nature / en espèce</p> <p><i>CEREDAF</i> – Fourniture de matériel de conservation pour le Musée de Kaboul en nature/ en espèce</p> <p><i>France</i>- Assistance pour recompiler la documentation & les inventaires du Musée de Kaboul bourses pour des experts du Musée de Kaboul en nature / en espèce</p> <p><i>Allemagne</i> – Renforcement des capacités institutionnelles pour l'Institut d'archéologie et l'Université de Kaboul (365 000 euros) et réhabilitation des Jardins de Babur, des bâtiments traditionnels de Bamiyan (365 000 euros) Euros 730 000</p> <p><i>Grèce</i> - Réhabilitation du bâtiment du Musée de Kaboul, de la Compagnie Nationale de théâtre, du Centre de musique et la National Gallery US\$ 750 000</p> <p><i>Fondation Hirayama</i> - Sauvegarde du patrimoine culturel afghan en nature / en espèce</p> <p><i>Inde</i> - Assistance pour la conservation et pour la formation d'archéologues en nature / en espèce</p> <p><i>International Foundation of Hope</i> - Restauration du Théâtre de Kaboul en nature / en espèce</p> <p><i>Italie</i> – Mission d'évaluation à Ghazni et fourniture de documents pour reconstituer les inventaires & les archives des musées en nature / en espèce</p> <p><i>Japon</i> – Consolidation de Bamiyan, création d'un site-musée et fouilles US\$ 700 000</p> <p><i>Pakistan</i> - Assistance pour récupérer le patrimoine culturel afghan pillé et emporté au Pakistan et effectuer des fouilles archéologiques ainsi que des études sur place en nature / en espèce</p> <p><i>SPACH</i> - Assistance pour recompiler les inventaires du Musée de Kaboul et sauvegarde du patrimoine culturel afghan, mesures urgentes de conservation pour le minaret de Jam avec l'UNESCO en nature / en espèce</p> <p><i>Royaume-Uni</i> - Assistance pour recompiler la documentation & les inventaires du Musée de Kaboul, bourses pour des experts du Musée de Kaboul en nature / en espèce</p> <p><i>Etats-Unis</i>- Réhabilitation des Jardins de Babur et de la National Gallery afghane en nature / en espèce</p>	27-29 mai 2002	Co-organisé par le Directeur général adjoint pour la Culture, la Division du patrimoine culturel, le Centre du patrimoine mondial, le bureau de l'UNESCO à Kaboul avec le Gouvernement Afghan

N°.	Action	Résultats	Date	Remarques
8	« Symposium international - Culture afghane – Echanges culturels internationaux et culture bouddhique » (Tokyo, Japon)	<i>Résultats escomptés</i> : Plus grande sensibilisation du public au patrimoine de l’Afghanistan et aux difficultés auxquelles sont confrontées les autorités afghanes et la communauté internationale pour sauvegarder ce patrimoine. Soutien accru du public aux efforts de la communauté internationale pour réhabiliter le patrimoine culturel de l’Afghanistan.	29 juillet 2002	Organisé par la Division du patrimoine culturel, le Centre du patrimoine mondial, le bureau de l’UNESCO à Kaboul, l’Université nationale des beaux-arts et de la musique de Tokyo, la Commission nationale japonaise pour l’UNESCO, la Fédération nationale des associations UNESCO au Japon et à Asahi Shimbun
9	Mission d’un ingénieur en hydraulique à Jam	<i>Résultats escomptés</i> : Evaluation de l’état de conservation de la base du minaret de Jam et des dommages causés aux berges des rivières Hari et Jam par les inondations	juillet - septembre 2002	Organisée par la Division du patrimoine culturel et le bureau de l’UNESCO à Kaboul
10	Mission d’un ingénieur des ponts et chaussée à Jam	<i>Résultats escomptés</i> : Analyse structurale du minaret de Jam et élaboration de propositions de projets pour la conservation et la consolidation du minaret.	septembre 2002 ~	Organisée par la Division du patrimoine culturel et le bureau de l’UNESCO à Kaboul. Devrait être financée par le Gouvernement italien
11	Mission à Herat, Balkh, Ghazni	<i>Résultats escomptés</i> : Evaluation de l’état de conservation des monuments d’ Herat, de Balkh et de Ghazni.	2002 ~ 2003	Organisée par la Division du patrimoine culturel et le bureau de l’UNESCO à Kaboul

RECOMMANDATIONS :

Le Comité pourrait souhaiter adopter le projet de recommandations suivant :

Le Comité examine les informations contenues dans le document WHC-02/CONF.202/19 et la présentation du Directeur du Centre du patrimoine mondial et celle du Sous-Directeur général pour la Culture.

1. Mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial et protection du patrimoine culturel et naturel en Afghanistan.

- 1.1 Le Comité se félicite de tout coeur de l'importance que le gouvernement de l'Afghanistan accorde à la protection du patrimoine naturel et culturel situé en Afghanistan. Conscient des immenses difficultés rencontrées par les autorités dans la réhabilitation du patrimoine naturel et culturel de l'Afghanistan, le Comité apporte son soutien sans réserve au Gouvernement de l'Afghanistan en vue de développer les capacités nationales pour conserver, présenter, gérer et développer ce patrimoine.
- 1.2 Le Comité exprime sa profonde gratitude au Gouvernement de l'Afghanistan pour tous les efforts fournis dans le but de réactiver la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial.
- 1.3 Le Gouvernement de l'Afghanistan est remercié d'avoir invité la mission technique de consultation et de recherche de faits du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO - ICOMOS menée du 28 avril au 11 mai 2002. Le Comité examine les conclusions et recommandations de la mission technique de consultation et de recherche de faits du Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO - ICOMOS et exprime ses remerciements au Directeur du Centre et au Représentant de l'ICOMOS pour avoir entrepris cette mission dans des conditions difficiles.
- 1.4 Prenant note du report de la participation du Représentant de l'UICN à la mission technique de consultation et de recherche de faits, le Comité demande au Centre du patrimoine mondial et à l'UICN d'organiser à nouveau une mission conjointe Centre du patrimoine mondial - UICN afin d'élaborer un plan d'action préliminaire pour le patrimoine naturel et d'initier une évaluation de l'état de conservation des biens naturels potentiels du patrimoine mondial en Afghanistan dès que la situation sécuritaire le permettra.¹
- 1.5 Le Comité exprime sa gratitude au Gouvernement de l'Afghanistan et au Directeur général de l'UNESCO d'avoir co-organisé le "Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel afghan" (Kaboul, 27-29 mai 2002) en dépit de conditions exceptionnellement difficiles. Le Comité étudie avec satisfaction le rapport des débats, les conclusions et les recommandations du "Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel afghan" présenté par le Sous-Directeur général pour la Culture.
- 1.6 Le Gouvernement de l'Afghanistan est félicité pour avoir soumis une demande d'assistance internationale afin d'appuyer ses efforts de développement des capacités nationales en vue de

¹ A cette fin, le Comité alloue US\$ 7,140 en 2002 pour permettre à l'UICN d'entreprendre la mission reportée et d'élaborer un plan d'action pour les biens naturels potentiels du patrimoine mondial, à financer grâce au fonds d'urgence pour l'Afghanistan de US\$ 50.000 pour 2002.

la mise en oeuvre de la Convention du patrimoine mondial. Le Comité appuie cette demande de US\$ 42.860², et charge le Centre du patrimoine mondial et les organes consultatifs de fournir aide et coopération aux autorités dans la mise en oeuvre de cette activité.

2. Documentation, inventaires nationaux, liste indicative et réactivation des dossiers d'inscription différés de biens à inscrire sur la Liste du patrimoine mondial.

- 2.1 Le Comité prend note avec une profonde préoccupation du manque de moyens de base nécessaires à la compilation de la documentation encore existante et des archives du patrimoine culturel et naturel afghan. Le Comité souligne l'importance de mettre en place des bases de données du patrimoine culturel et naturel afghan afin d'établir à nouveau les inventaires nationaux en vue d'élaborer les listes indicatives des biens devant éventuellement être proposés pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial. Le Comité demande au Centre du patrimoine mondial de mobiliser les soutiens techniques et financiers internationaux afin de fournir l'équipement et les outils nécessaires au suivi, à la conservation, et à la gestion des biens naturels et culturels en Afghanistan.³
- 2.2 A cette fin, le Comité engage les Etats parties à la Convention du patrimoine mondial ayant les capacités institutionnelles et les ressources techniques, à prêter assistance aux autorités de l'Afghanistan dans leurs efforts pour compiler leur documentation scientifique et rétablir leurs inventaires nationaux des biens culturels et naturels.
- 2.3 Le Comité exprime sa gratitude au Centre du patrimoine mondial, à l'UICN, à l'ICCROM et à l'ICOMOS pour leurs actions immédiates afin de commencer la recompilation de la documentation scientifique pour la reconstruction des inventaires nationaux afghan. Cependant, bien qu'appréciant le travail d'évaluation préliminaire entrepris par les organes consultatifs et le Centre du patrimoine mondial pour collationner la documentation scientifique nécessaire à l'élaboration des inventaires nationaux du patrimoine naturel et culturel, le Comité est conscient de la nécessité de continuer à assister les autorités afin de mener à bien cette tâche.⁴ Le Comité encourage le Gouvernement de l'Afghanistan à élaborer une liste indicative des biens que les autorités ont l'intention de proposer pour inscription sur la Liste du patrimoine mondial dans les cinq à dix années à venir, utilisant à cette fin la documentation scientifique collationnée avec les organes consultatifs.
- 2.4 Le Comité félicite le Gouvernement d'Afghanistan d'avoir soumis un dossier d'inscription reformulé du Minaret et vestiges archéologiques de Djam en vue de son inscription sur la Liste du patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en danger. Le Comité exprime sa gratitude au Centre du patrimoine mondial et aux experts internationaux pour leur assistance aux autorités dans la préparation du projet de reformulation du dossier d'inscription

² Le Comité examine la demande d'assistance internationale de formation présentée dans le Document WHC-02/CONF.202/22 et décide d'allouer US\$ 42.860 afin d'appuyer cette activité, à financer grâce au fonds d'urgence pour l'Afghanistan de US\$ 50.000 pour 2002.

³ A cette fin, le Comité décide d'allouer US\$ 50.000 au Centre du patrimoine mondial pour élaborer une proposition de projets à présenter aux donateurs potentiels, à financer grâce au US\$ 100.000 du fonds d'urgence pour l'Afghanistan pour 2003.

⁴ A cette fin, le Comité décide d'allouer US\$ 12.000 à l'UICN et US\$ 15.000 à l'ICCROM et à l'ICOMOS afin de prêter assistance aux autorités afghanes pour collationner la documentation scientifique et d'élaborer les inventaires nationaux du patrimoine naturel et culturel, à financer grâce au US\$ 100.000 du fonds d'urgence pour l'Afghanistan pour 2003.

de Jam. Constatant le besoin d'établir un suivi local et des mécanismes de conservation pour le Minaret et vestiges archéologiques de Djam, le Comité demande au Centre du patrimoine mondial de soutenir les autorités afghanes avec la Division du patrimoine culturel, afin de s'assurer de la mise en oeuvre des recommandations de l'ICOMOS pour une protection améliorée du site (document d'information WHC-02/CONF.202/INF.4.Add.2).⁵

- 2.5 Le Comité encourage le Gouvernement d'Afghanistan à procéder ultérieurement à la reformulation du dossier d'inscription différé de la Ville historique d'Herat et des Monuments et sites archéologiques de la vallée de Bamiyan pour examen éventuel par le Comité en 2004 ou 2005. Afin de soutenir les autorités dans la compilation de la documentation nécessaire et des plans de gestion de ces deux biens, le Comité demande au Centre du patrimoine mondial de fournir un soutien technique aux autorités afghanes.⁶
- 2.6 Le Comité encourage le Gouvernement de l'Afghanistan à préparer un dossier d'inscription pour les Lacs de Bandi-e-Amir, avec l'assistance du Centre du patrimoine mondial et de l'UICN, pour une soumission éventuelle en février 2004.⁷

3. Destruction délibérée, pillage et trafic illicite des biens du patrimoine de l'Afghanistan

- 3.1 Le Comité exprime sa profonde préoccupation face au pillage et au vol illégaux continus et systématiques des biens du patrimoine culturel et naturel situés en Afghanistan, constituant un appauvrissement irréversible du patrimoine commun de tous les peuples du monde.
- 3.2 Le Comité encourage le Gouvernement de l'Afghanistan à signer La Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et ses deux Protocoles, la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels, la Convention UNIDROIT et les autres instruments juridiques internationaux protégeant le patrimoine culturel et naturel.
- 3.3 Le Comité note avec regret que sur les 172 Etats parties à la Convention du patrimoine mondial, 91 seulement sont signataires de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicite des biens culturels.
- 3.4 Le Comité réitère l'appel fait par l'Assemblée générale des Etats parties à la Convention du patrimoine mondial à tous les Etats parties, de devenir signataires de la Convention de 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le

⁵ A cette fin, le Comité décide d'allouer US\$ 20.000 afin de soutenir les autorités afghanes dans la mise en oeuvre des recommandations de l'ICOMOS (document d'information WHC-02/CONF.202/INF.4.Add.2), à financer grâce au US\$ 100.000 du fonds d'urgence pour l'Afghanistan pour 2003.

⁶ A cette fin, le Comité décide d'allouer US\$ 30.000 afin de soutenir les autorités dans la préparation de la reformulation des dossiers d'inscription de la Vallée de Bamiyan et d'Herat, à financer grâce au US\$ 100.000 du fonds d'urgence pour l'Afghanistan pour 2003.

⁷ A cette fin, le Comité décide d'allouer US\$ 18.000 afin d'évaluer l'état de conservation et de préparer le dossier d'inscription de Bandi-e-Amir, à financer grâce au US\$ 100.000 du fonds d'urgence pour l'Afghanistan pour 2003.

transfert de propriété illicite des biens culturels et la Convention UNIDROIT pour empêcher tout trafic futur du patrimoine culturel afghan.

- 3.5 Tout en reconnaissant que le Gouvernement de l'Afghanistan a pour tâche première et ultime de bannir toute excavation illégale sur son territoire et de contrôler strictement ses frontières pour empêcher tout trafic du patrimoine mobilier acquis de manière illicite. Le Comité invite les pays voisins de l'Afghanistan à coopérer au renforcement du contrôle de leurs frontières nationales afin de prévenir tout futur trafic illicite du patrimoine afghan.
- 3.6 De plus, notant pleinement les contraintes significatives auxquelles les autorités afghanes font face dans le contrôle du trafic et des excavations illégaux ainsi que le transport de biens dans le pays, le Comité demande instamment aux pays dans lesquels le patrimoine matériel afghan est vendu de fournir la coopération nécessaire pour éviter tout trafic futur de tels biens.
- 3.7 Soulignant l'importance pour une coopération effective avec les ONG, telles que le Conseil international des Archives (ICA) et le Conseil international des Musées (ICOM), parmi d'autres, le Comité demande au Sous-Directeur général pour la Culture d'organiser des actions similaires à celles prises à Angkor (Cambodge) avec l'ICOM, afin d'augmenter les capacités nationales afghanes à prévenir le trafic illicite du patrimoine.
4. Appel à la communauté internationale afin d'assister le Gouvernement de l'Afghanistan dans ses efforts de réhabilitation du patrimoine en danger du pays.
 - 4.1 Après examen de l'état de conservation des principaux monuments et sites, du pillage déplorable et continu des principaux biens archéologiques à travers le pays et l'état des inventaires rescapés, de la documentation et des archives du patrimoine afghan, le Comité reconnaît entièrement le défi écrasant que constitue la réhabilitation du patrimoine culturel et naturel afghan.
 - 4.2 Le Comité affirme la nécessité d'une mobilisation significative du soutien international et national envers les autorités et le peuple afghans afin de préserver et réhabiliter le patrimoine en danger du pays.
 - 4.3 Le Comité note avec satisfaction, tous les efforts faits par le Directeur général de l'UNESCO, le Centre du patrimoine mondial, la Division du patrimoine culturel et les organes consultatifs dans l'assistance aux autorités afghanes en vue de la réactivation de la Convention du patrimoine mondial et de la conservation du patrimoine afghan. Le Comité exprime aussi sa gratitude aux divers gouvernements et ONG qui ont commencé ou ont prévu d'aider les autorités afghanes dans leur effort de réhabiliter leur patrimoine. En particulier, le Comité rend hommage à tous les spécialistes et citoyens afghans qui, pendant les deux dernières décennies de moments difficiles, ont fait et continuent de faire d'extraordinaires efforts pour protéger les biens irremplaçables du patrimoine afghan.
 - 4.4 Convaincu du rôle important que le patrimoine culturel et naturel peut jouer dans la réhabilitation de l'Afghanistan, le Comité réitère son appel aux Etats parties à la Convention du patrimoine mondial, aux OIG et ONG actives dans le domaine de la préservation du patrimoine, à continuer d'attirer l'attention sur les grands défis auxquels le patrimoine afghan fait face et à supporter les efforts nationaux en vue de l'amélioration, de la protection et de la revitalisation de ce patrimoine.

ANNEXE I: Conclusions et recommandations du Séminaire international pour la réhabilitation du patrimoine culturel de l'Afghanistan (27-29 mai 2002, Kaboul) organisé par l'UNESCO & le Ministère afghan de l'Information & de la Culture. (27 – 29 mai 2002, Kabul Hotel Intercontinental)

Existe uniquement en anglais

I. BACKGROUND

I.1. Over many thousands of years, Afghanistan has been the home of many civilizations and different religions. Its rich historical culture has played a great and important role in the heritage of humankind. Over many generations, Afghanistan has attracted the attention of many historians, archaeologists, and an endless variety of scholarly researchers. Unfortunately, the economic, social, and cultural foundations of this country have been subject to tragic abuse and destruction over two decades of war and civil unrest. As a consequence, the country's cultural heritage has suffered irreversible damage and loss.

I.2. The rehabilitation of Afghanistan's cultural heritage is one of the main priorities of the Government of Afghanistan and the international community. However, the challenge to rehabilitate the country's endangered cultural heritage is overwhelming, requiring significant mobilization of international and national support for the Afghan authorities and people. It is for this reason that the Ministry of Information and Culture of Afghanistan requested the international community to provide assistance and co-operation to meet this challenge through UNESCO. The Director-General of UNESCO responded wholeheartedly and provided every support for the co-organization of this international seminar under exceptionally difficult conditions.

I.3. Participants in the International Seminar included Representatives and heritage experts from (i) the Governments of Afghanistan, France, Germany, Greece, India, Italy, Japan, Pakistan, the United Kingdom, the United States of America; (ii) the intergovernmental organizations UNESCO, its World Heritage Committee and UNEP, (iii) NGO's including Aga Khan Trust for Culture, Agency for Technical Co-operation and Development (ACTED), Bibliotheca Afghanica Foundation, Centre d'Etudes et de Recherches Documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF), Helping Afghan Farmers Organization (HAFO), Hirayama Foundation, ICOMOS, International Foundation of Hope, Society for the Protection of Afghanistan's Cultural Heritage (SPACH), and the World Monuments Fund..

I.4. In the presence of His Highness the Prince Mirwais, the Seminar was inaugurated by His Excellency Mr Hamed Karzai, Chairperson of the Interim Administration of Afghanistan, followed by a comprehensive speech given by His Excellency Mr Makhdoum Raheen, Minister for Information and Culture. A message from the Director-General of UNESCO was delivered by the Assistant Director-General for Culture of UNESCO, Mr Mounir Bouchenaki. Opening and congratulatory statements were further made during the Opening session by UNESCO's Goodwill Ambassador for Culture, Professor Ikuo Hirayama, the Chairperson of the UNESCO World Heritage Committee, Professor Henrik Lilius, the President of ICOMOS, Mr Michael Petzet, the Representative of the Aga Khan Trust for Culture, Mr Stefano Bianca and the Spokesperson for Ms Nancy Dupree, Ms Ana Rosa Rodriguez.

I.5. During the three-day seminar, scientific discussions were held concerning the importance, problems, and difficulties in the conservation and rehabilitation of the Afghan tangible and intangible cultural heritage and definition of practical and achievable priority actions to achieve this end. During the seminar, visits to the Ministry of Information and Culture's storage room and the

remains of the Kabul National Museum of Afghanistan were organized. During the seminar, appreciation was expressed for previous and / or continued support to the important efforts of the Afghan authorities in commencing the assessment, conservation and rehabilitation of the country's endangered heritage. Special tribute was paid to all Afghan specialists and citizens who have made extraordinary efforts to protect Afghanistan's cultural heritage during the past two decades of difficult periods.

I.6. After examination and consideration of the surviving inventories, documentation and archives of the Afghan cultural heritage (including those of the National Museum, Institute of Archaeology and the Ministry of Information and Culture), the state of conservation of the principal monuments and sites, the deplorable and continuing matter of the looting of major archaeological properties throughout the country, the Seminar adopted the following concluding remarks and recommendations.

II. KABUL NATIONAL MUSEUM OF AFGHANISTAN, OTHER PROVINCIAL MUSEUMS, AND INSTITUTIONAL CAPACITY BUILDING OF AFGHAN MUSEUMS

II.1. The Seminar participants agreed that during the period of the reconstruction of the Kabul Museum, or ideally, as soon as possible, plans should be laid to find another, centrally located site for a temporary museum and/or work place; probably an already existing structure which can be turned to temporary museum use. Such a place would help to consolidate the surviving collection and to remind local people at a central easily accessible place of the importance of their ancient roots and of the museum which helps to interpret these issues to them.

II.2. The need now for an area large enough for the surviving collections to be examined, conserved, repaired, or dealt with in whichever way was clearly recognized. These objects, once settled in conservation terms, will require documentation through digital photography and checking against all or any existing museum records, and thereafter stored or temporarily displayed in a safe place designated and secured by the Afghan authorities. When the old museum building is finished and made secure, the collections will be transferred to the Darul-Aman site until the new museum is established for final display.

II.3. The Seminar underscored the importance for all existing written or photographic records associated with the museum to be collated and entered into an electronic database. Noting the importance to identify what does and does not exist, all old registration entries need to be collated in digital form. This process is an essential part of the management of any modern museum. The Seminar supported the proposition to scan into a database, images of as many as possible objects in the original Kabul Museum display, including those known to have been lost or stolen to serve as the foundation for a "virtual" collection to give new life to the original collections. Such a "virtual museum" could be published on to the internet. The Seminar also recommended that examination of existing databases for possible adaptive use and application be considered

II.4. The need to increase the basic capacity of the Afghan museum service to carry out its tasks to the highest level was recommended by the Seminar as a matter of great urgency. In that connection, the following priorities were reaffirmed:

- (i) rehabilitation of the present museum building at Darul-Aman Darulaman to initially house the surviving collection of the Kabul Museum and to facilitate the re-establishment of its inventory and archives.

- (ii) restoration of the broken objects in the Kabul Museum as a matter of urgency.
- (iii) provision of show cases for the museum galleries and appropriate storage facilities.
- (iv) re-establishment of the departments of museology and design, restoration, photography and library through training activities and with the support of UNESCO, ICOMOS, ICOM, and other archaeological institutions
- (v) re-establishment of ethnographic and provincial museums, such as those in Balkh, Bamiyan, Ghazni, Herat, Kandahar, Kunduz, Mazar-i Sharif, Nangahar, and others.
- (vi) introduction of new information technology.
- (vii) elaboration of plans to identify an appropriate site for a new museum to be built in Kabul City.

II.5. The Government of Greece announced that it had committed US\$ 750,000 for the rehabilitation of the cultural heritage of Afghanistan. The bulk of this contribution would be allocated for the rehabilitation of the Kabul Museum building, as announced during the January 2002 Tokyo Conference, according to the existing original plans and with Afghan technical support. The Seminar participants were informed that UNESCO provided on 29 May 2002, with the agreement of the Afghan Ministry of Culture and Information, for the consideration by the Hellenic Aid, the *Mission Report and Project Proposal for the Rehabilitation of the Kabul Museum* prepared by Professor Andrea Bruno at the request of the Government of Afghanistan to UNESCO in March 2002.

II.6. The Seminar participants noted with appreciation that the Istituto per l'Africa e l'Oriente di Roma (ISIAO, Italy) would send a specialist expert to evaluate the Ghazni Museum and the Ghazni collections in Kabul within the next few months. ISIAO also assured the authorities that it would also provide a copy of all ISIAO inventories of objects excavated in Ghazni and other Afghan sites for re-establishment of the inventory and archives of the Kabul Museum and other provincial museums.

II.7. The Seminar participants expressed appreciation to the Centre d'Etudes et de Recherches Documentaires sur l'Afghanistan (CEREDAF, France) which pledged to provide basic conservation equipment to the Kabul Museum in accordance with the list of necessary equipment drawn up by the Museum authorities to enhance the restoration of objects of the collection.

II.8. It was noted that UNESCO would continue to support the safekeeping of the Afghan cultural heritage outside the country in "safe-havens", such as the Bibliotheca Afghanica Foundation and the Hirayama Foundation, with the aim of co-ordinating the return of such heritage to Afghanistan as soon as the situation in Afghanistan permits.

II.9. The Seminar participants noted with gratitude the offers made by the Musée Guimet (France) and the British Museum (United Kingdom) to assist the Afghan authorities in the re-compilation of scientific documentation and preparation of inventories of the Kabul Museum, and to provide fellowships for national museum experts in the fields of museology, numismatic, conservation, and museum management.

II.10. Taking into account the need to compile the existing documentation for the re-establishment of the inventory of the Kabul Museum collection, the Society for the Preservation of Afghanistan's Cultural Heritage (SPACH), and Ms Carla Grissmann in particular, offered to transmit previously prepared inventories of 1998, 1999 and 2000 to the Afghan authorities. The Seminar participants noted with appreciation, the announcement made by SPACH to re-open its office in Kabul, and its intentions to return to the National Museum of Kabul, cultural heritage objects which it has safeguarded until now. The Seminar participants advised SPACH to continue to safeguard these cultural heritage objects until the Kabul Museum is ready to recuperate this material.

II.11. The Seminar participants expressed appreciation to the Department of Archaeology of the Government of Pakistan which informed the participants that it would provide technical assistance to retrieve artifacts looted from the Kabul Museum and from illicit excavations in Afghanistan, which are currently on the Pakistan art market or in private hands.

III. NATIONAL INVENTORY, ARCHAEOLOGICAL RESEARCH AND DOCUMENTATION

III.1. The Seminar participants examined the national capacity-building requirements for re-establishing the national inventory of heritage properties and movable objects, archaeological research and documentation. The lack of basic requirements for recording surviving documentation and photographs were underscored by the Afghan authorities and experts, and the seminar recognized the urgent need to mobilize international support for compiling existing records and documentation, and to rebuild the archival resources.

III.2. The Seminar participants expressed gratitude to the Government of Germany for pledging Euro 365,000 for institutional capacity-building for the Academy of Sciences' Institute of Archaeology and the University of Kabul's Department of Archaeology through co-operation and assistance from the German Archaeological Institute, based upon the list drawn up by these institutions of required equipment and training for this purpose.

III.3. The Seminar participants recommended that a publication presenting Afghan cultural heritage properties be prepared in co-operation with the Ministry of Information and Culture's Department of Historical Monuments to enhance awareness of the international community.

IV. MONUMENTS AND SITES OF AFGHANISTAN

IV.1. The Seminar participants examined the presentations made by Afghan and international experts concerning the most up-to-date state of conservation reports of specific cultural heritage properties in Afghanistan. The overwhelming need for the mobilization of financial and technical assistance to conserve, present, manage and rehabilitate Afghan cultural heritage properties was underscored.

IV.2. The Representative of UNESCO's World Heritage Centre informed the Seminar participants on the chronology of events related to the implementation of the World Heritage Convention in Afghanistan, an early signatory to the World Heritage Convention. The process and requirements for nominating Afghan cultural and natural heritage properties for inscription on the World Heritage List were clarified, and the Afghan authorities and Seminar participants were urged to utilize this unique international instrument for mobilizing support to conserve and manage properties the authorities intend to nominate in the coming years.

IV.3. The Afghan authorities and international experts reaffirmed the importance of the nine cultural heritage properties (The City and Monuments of Herat; the Monuments of Bamiyan Valley including Fouladi, Kakrak, Shahr-I Gholghola, and Shahr-I Zohak; the Archaeological Site of Ai Khanum; the Site and Monuments of Ghazni; the Minaret of Jam; the Mosque of Haji Piyada or Nou Gunbad; the Stupa and Monastery of Guldarra; the Site and Monuments of Lashkari Bazar - Bost; the Archaeological Site of Surkh Kotal) which had been nominated in 1982 and deferred by the World Heritage Committee in 1983.

IV.4. The Seminar noted that potential natural world heritage properties include the Band-e Amir Lakes, Hadda, Upper Murghab and Jawand Canyons, Pamir Knot, and the Eastern Forests of Nuristan, Paktya and Paktika.

IV.5. Following the decisions of the General Assembly of States Parties to the World Heritage Convention (November 2001) and the World Heritage Committee (December 2001), and the recommendations of the Bureau of the World Heritage Committee adopted during its 26th session (April 2002), the Seminar participants were assured that UNESCO continues to make every effort to mobilize international support to assist the Afghan authorities in reactivating the World Heritage Convention. In particular, the Seminar participants were informed on the results and recommendations of the Joint UNESCO World Heritage Centre - ICOMOS Mission undertaken between 28 April - 11 May 2002, which emphasized the points reiterated during the Seminar which were:

- (a) compilation of data bases of cultural heritage in Afghanistan and assessment activities for the state of conservation of heritage properties, to re-establish the national inventory of cultural and natural properties with a view to elaborate a new Tentative List of properties to be eventually nominated for inscription on the World Heritage List.
- (b) building capacity of technical personnel on the World Heritage Convention, international conservation principles, preparation of nomination dossiers, management plans, establishment of protective core and buffer zones.
- (c) urgent intervention to prevent collapse of structures or irreversible loss of heritage values and establishment of local monitoring and conservation of endangered properties.
- (d) technical support for systematic monitoring of properties, provision of basic equipment and tools for conservation and management, project elaboration for the mobilization of technical and financial resources.

IV.6. The Seminar participants recommended that the Afghan authorities prepare and present the Tentative List of potential World Heritage properties to the UNESCO World Heritage Committee.

IV.7. The Seminar Participants were assured that the Conclusions and Recommendations of this International Seminar for the Rehabilitation of Afghanistan's Cultural Heritage would be transmitted to the World Heritage Committee at its forthcoming 26th session in June 2002 to disseminate the cultural and natural heritage conservation needs in Afghanistan to the 170 States Parties to the World Heritage Convention, with a view to mobilize further maximum support from Governments, institutions, NGOs, and experts for the Afghan authorities.

IV.8. Noting the development pressure in urban areas, the Seminar participants recognized the importance to establish adequate building regulations, town planning and legislative acts to protect urban heritage.

IV.9. The Seminar participants acknowledged with deep appreciation, the assistance and on-going work supported by the Aga Khan Trust for Culture, which has committed a minimum of US\$ 5 million for a number of cultural development projects, including the conservation of the walled city of Herat, the Timur Shah Mausoleum complex, its adjacent old markets, and the Babur Gardens in Kabul, the latter which is foreseen to be implemented in co-operation with ICOMOS and the German Government. The Seminar was also informed that there were plans for the conservation of other historic cities being elaborated parallel to pilot projects promoting the enhancement of traditional houses in Kabul, Herat and Bamiyan.

IV.10. The Seminar participants expressed appreciation to the Government of Germany for pledging Euro 365,000 to be provided through ICOMOS for the implementation and co-ordination of activities to safeguard endangered monuments and sites in Afghanistan. It was noted that this contribution would focus on the co-operation with the Aga Khan Trust for Culture in favour of the conservation of the walls and monumental buildings of the Babur Gardens in Kabul, the repair and reconstruction of houses in traditional materials and techniques in Kabul and Bamiyan also in partnership with the Aga Khan Trust, capacity building of the Department of Historical Sites through pilot projects and the establishment of a databank of Afghan monuments and sites.

IV.11. The Seminar participants noted with appreciation, the commitment by the Government of the United States of America to support the rehabilitation of the Afghan National Gallery and the restoration of Babur Gardens.

IV.12. The Pakistan Government's Department of Archaeology and Museums informed the Seminar participants that it would assist in archaeological excavations and site surveys. In addition, the Seminar participants noted with appreciation, the Department of Archaeology's intention to participate to conserve museum objects, if requested by the Afghan Government, and to assist in the conservation of the Babur Gardens.

IV.13. The commitment of the Government of India to assist the Afghan authorities to conserve their monuments and sites and to provide training to the Afghan archaeologists was noted with appreciation.

IV.14. The eyes of the world have been on the Bamiyan Valley since early 2001 since the destruction of the great Buddhist statues, a dominant feature of that famous place. It was noted that much discussion has taken place in Afghanistan and around the world about the future of this great site. The Seminar participants clearly recognized that the first emergency priority is the stabilization of the cliff face and the niches and caves carved into it which are in a serious state of conservation and a matter of grave immediate concern. The decision to engage in reconstruction of the Buddhist statues of Bamiyan is a matter to be settled by the Government and people of Afghanistan, a point clearly recognized by the Seminar participants. In any case, the Seminar participants underscored that such work could be undertaken only after major stabilization work on the cliffs at Bamiyan has been completed, a process which is an essential first step in any conservation process at the Bamiyan Valley site.

IV.15. The Seminar participants agreed that the concept of reconstruction was not a priority when humanitarian aid for the Afghan people was urgently needed today. The Seminar participants emphasized that the authenticity and integrity and historical importance of this great place need to be memorialized in an appropriate way, and that the reconstruction of the statues of Bamiyan requires further discussion and careful consideration by the appropriate authorities, taking into full

account the intention of the authorities to nominate the Monuments and Sites of Bamiyan Valley for eventual inscription on the World Heritage List.

IV.16. The Seminar participants expressed deep gratitude to the Government of Japan which pledged US\$ 700,000 as UNESCO Funds-in-Trust to consolidate the cliffs of the former Bamiyan statues, to establish a Site Interpretation Museum on the history of the Bamiyan Valley and to carry out archaeological excavations.

IV.17. The Seminar recommended that a feasibility study be carried out for any proposition to install a hologram of the statues of Bamiyan, which was proposed as a possible means to demonstrate the different stages in the history of this site and its former glory.

IV.18. It was noted with appreciation that SPACH will undertake emergency removal of debris from the Hari and Jam Rivers to prevent water penetration at the base of the Minaret of Jam with the financial support of UNESCO.

V. INTANGIBLE CULTURAL HERITAGE OF AFGHANISTAN

V.1. Underscoring the fact that cultural heritage concerns not only monuments and sites of archaeological importance, the Seminar participants thanked the International Foundation of Hope for pledging support for the restoration of the Theatre of Kabul, a rehabilitation activity which would directly lead to the revitalization of the living cultural heritage of the people of Afghanistan.

V.2. The Seminar participants noted with appreciation the contribution from the Government of Greece for the rehabilitation of the National Theatrical Company, Music Centre, and the National Gallery.

VI. ILLICIT TRAFFIC OF CULTURAL PROPERTY

VI.1. The Seminar participants expressed deep concern over the continued and systematic illegal looting of cultural heritage properties in Afghanistan, in particular in well known archaeological sites which have been researched in the past by national and international scholars. It was noted that the Government of Afghanistan has the first and foremost duty to ban all illegal excavations within Afghanistan and to control strictly its borders to prevent smuggling of illicitly acquired movable cultural resources.

VI.2. The Seminar participants requested that neighboring countries of Afghanistan co-operate in controlling their national borders to prevent further illicit traffic of Afghan cultural heritage.

VI.3. Noting the significant constraints faced by the Afghan authorities to control illegal excavations within the country and transport of cultural heritage, the Seminar participants requested UNESCO to appeal to the international community, in particular to those countries where Afghan cultural heritage material is sold, to provide co-operation to prevent illicit traffic of such property.

VI.4. The Afghan Government was urged to become signatory to the 1954 UNESCO Hague Convention on the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict, its Protocols, the 1970 UNESCO Convention on the Means of Prohibiting and Preventing the Illicit Import, Export and Transfer of Ownership of Cultural Property, the 1995 UNIDROIT Convention, and other international legal instruments protecting cultural heritage.

VI.5. The Seminar participants were informed that UNESCO is ready to undertake, in co-operation with the International Council of Museums (ICOM), similar actions that have been effective in similar situations (Angkor World Heritage site, Cambodia).

VII. FUTURE CO-ORDINATION OF INTERNATIONAL CO-OPERATION BENEFITING AFGHANISTAN'S CULTURAL HERITAGE

VII.1. The Ministry of Information and Culture expressed deep appreciation to the donor countries and organizations for the financial and technical support pledged during the Seminar. Reiterating this appreciation, the Seminar participants recommended that UNESCO continues to mobilize international technical and financial support for the conservation and rehabilitation of Afghanistan's cultural heritage.

VII.2. UNESCO was called upon to advise the Afghan authorities on the progress of realization of the various proposals in this document in order to avoid duplication of efforts or conflicts of any kind. To this end, the Seminar participants recognized the need for an International Co-ordinating Committee to be established under the auspices of the Government of Afghanistan and UNESCO, which should meet on a regular basis to review various on-going activities supporting the national cultural heritage rehabilitation efforts together with the Afghan authorities, to ensure that international assistance be carried out to the highest international standards. A study will be carried out by UNESCO in close co-operation with the Ministry of Information and Culture in order to set up the modalities of this International Co-ordinating Committee.

VII.3. Convinced of the important role that both tangible and intangible cultural heritage can play in the rehabilitation of Afghanistan, the Seminar participants affirmed the need to maintain the momentum for the national and international efforts to conserve and rehabilitate Afghanistan's cultural heritage. To this end, it called upon UNESCO, Governments, NGO's and experts to continue to publicize the great challenges facing the Afghan cultural heritage and to define ways and means to support the national efforts for enhancing the protection and revitalization of this heritage.